

17 mars 2009 Café politique avec Guillaume Bachelay , Secrétaire national à l'industrie

Crise financière et économique : un plan socialiste pour répondre à l'urgence sociale et économique

Le Secrétaire national à l'industrie, qui a largement contribué à l'élaboration du Plan de relance du Parti socialiste, est venu ce 17 mars dialoguer avec les habitants et les militants de l'ouest du 13^e arrondissement. Malheureusement, en ces temps difficiles où chacun cherche à appréhender la crise et où chacun souhaite des réponses pour en sortir, le café était plein. Et l'ancien adhérent de la Fédération de Paris de contribuer à ce travail de décryptage et de mise en perspective de ce bouleversement financier, économique et désormais social.

Pour cela il rappelle les trois rendez-vous majeurs :

- La manifestation du 19 mars – un vrai succès où syndicats, partis politiques, citoyens, inquiets et mobilisés, étaient ensemble dans la rue, ensemble, à Paris comme en province, pour dire stop à la politique injuste, et insuffisante du gouvernement ; pour demander un véritable plan de relance au Président de la République. En effet, suite à la précédente grande manifestation de janvier, le « fameux Grenelle social de l'Elysée » ne fut qu' un Grenelle en trompe l'œil sans véritables annonces capables de répondre aux plans sociaux qui se multiplient.
- Début avril, la réunion à Londres du « G 20 » : transparence, lutte contre les paradis fiscaux, voilà l'objectif, voilà les annonces faites ! Mais en fait, le Gouvernement a-t-il demandé aux banques françaises qui ont bénéficié des milliards d'euros des Français, de renoncer à leurs liens avec les paradis fiscaux ?? Non ! Là-encore, des annonces et du trompe l'œil gouvernemental !
- Les élections pour le Parlement européen le 7 juin prochain : notamment, rappelons qu'il n'y a toujours pas de plan de relance européen, mais une juxtaposition de plans nationaux, très différents.

Sans oublier l'arrogance de N. Sarkozy devant le quotidien difficile que vivent, que subissent nombre de nos concitoyens, ces drames pour les salariés licenciés ou menacés de l'être.

La droite a pour toute explication à cette crise, qu'il s'agit d'une crise naturelle du système, une crise naturelle du capitalisme. Nous ne devons pas accepter cette explication simpliste et fausse, qui ne permet pas d'apporter de véritables réponses pour en sortir. Que dire aux 90.000 salariés licenciés en février 2009 ? notamment quand on sais que si 17.000 d'entre eux le sont pour des raisons économiques, tous les autres le sont par simple effet d'aubaine d'entreprises qui sous couvert de la crise ne recherchent que la profitabilité.

Au contraire, le Plan de relance des socialistes qui n'est ni un programme présidentiel ni un projet, mais un véritable plan d'urgence pour répondre à l'urgence économique et sociale, est un plan

global et innovant, proposant des mesures à la fois en faveur de la consommation et de l'investissement. Quelques exemples :

- Améliorer le droit du licenciement : extension du contrat de transition professionnelle, développement du chômage partiel pour ne pas fermer des entreprises, obligation faites aux entreprises ayant bénéficié d'aides publiques de prévoir dans leur plan de licenciement un volet de reclassement individualisé ou de donner permettre aux collectivités locales de requalifier les sites industriels.
- Relancer la consommation : aide exceptionnelle de 500 € (mesure décidée notamment par le Président Obama), baisse d'un point de la TVA qui redonnerait une marge de manœuvre aux PME-MPI et les ménages (tandis que la TVA à 5,5% pour les commençants envisagée par le gouvernement pourrait bien se faire sans contre-partie bénéficiant aux salariés ou consommateurs), mise sous condition des exonérations de charges sociales, gel des loyers là où il y a une insuffisance de logements sociaux.
- Permettre le retour de la puissance publique pour l'éducation, pour la recherche, ... : notamment, création d'un pôle public de la capital industriel, c'est-à-dire un financement public, mobilisable et abondé directement par les collectivités locales au service de l'industrie et des activités innovantes, sans passer par les banques.

Socialistes, nous sommes aux côtés de ceux qui souffrent de l'injustice de la politique de N. Sarkozy et de sa majorité, dans les manifestations comme dernièrement lors du 1^{er} mai. Nos élus locaux agissent au quotidien pour essayer d'atténuer la dureté des mesures gouvernementales et des patrons sans scrupules. Nos parlementaires dénoncent le cynisme et les faux-semblants de la politique gouvernementale qui refuse malgré leurs demandes répétées de supprimer le bouclier fiscal ou de discuter de propositions socialistes en faveur d'une justice sociale.